

L'énorme tue, les normes tuent !

Le 20 mai 2017, il y a tout juste un an, tombait sous le feu nourri des gendarmes, Jérôme Laronze, 36 ans, éleveur de bovins à Trivy en Saône-et-Loire traqué durant 9 jours parce qu'il avait refusé de participer aux opérations menées par des agents de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP), procédant au recensement de son cheptel en vue d'une saisie. Un gendarme a depuis été mis en examen pour « violences avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Mais comme l'a fait justement remarquer une des sœurs du défunt : « il a tiré cinq balles, dont trois dans le corps... C'est à partir de combien l'intention de donner la mort ? Mon frère ne représentait aucun danger. »

Ce meurtre est d'autant plus tragique qu'il n'a suscité, à ce moment-là, que très peu de réactions ; Jérôme Laronze a été tué, deux balles dans le dos et l'artère fémorale sectionnée par une troisième, presque dans l'indifférence totale. Pourquoi ?

La réponse nous pouvons la chercher dans une très longue lettre intitulée « Chroniques et états d'âmes ruraux » que Jérôme Laronze a rédigé quelques jours avant sa cavale dans laquelle il dit : « il nous est souvent reproché de ne pas être administrophile. On s'adresse à nous comme des demeurés qui ne comprendraient pas ce qu'on leur demande, alors que c'est justement parce qu'on comprend bien où ça nous mène qu'on a du mal à le faire... Aujourd'hui, en agriculture, la pire calamité c'est pas la sécheresse, c'est pas la grêle, c'est pas le gel, c'est la calamité administrative qui nous pond des textes qui profitent toujours aux mêmes, abscons, contradictoires, contre-productifs, absurdes qui sont l'antimatière du bon sens paysan ! » Jérôme Laronze s'en prend à l'absurdité institutionnelle et aux normes et contrôles dépourvus de bons sens qu'elle impose.

La société industrielle se retrouve à administrer le désastre des crises sanitaires successives – de la Vache folle à *Lactalis* – qu'elle a elle-même engendrées. Ce sont les DDPP qui, par le contrôle des élevages, assurent le respect de la réglementation ; réglementation ayant pour but, nous dit-on, de garantir aux consommateurs une sécurité alimentaire. Ainsi imposent-elles aux éleveurs qui voudraient échapper à l'industrialisation de leur production, les règles dictées à la grande industrie. Jérôme Laronze dénonçait et s'opposait aux obligations répondant aux nécessités de la production industrielle et aux exigences de l'élevage intensif. Il en a payé de sa vie. Au nom de la raison, reprenons son combat ! Dénonçons les contrôles et soutenons les éleveurs qui les dénoncent !

Quelques opposants à la normalisation
administrative et industrielle, le 18 mai 2018 à Grenoble